

**Réponse du Conseil administratif à la motion du 24 juin 2008 de MM. Grégoire Carasso, Gérard Deshusses, Patrick Baud-Lavigne, Christian Lopez Quirland, Jean-Louis Fazio, Christophe Buemi, M<sup>mes</sup> Isabelle Brunier, Véronique Paris, Martine Sumi, Andrienne Soutter, Diana Duarte Rizzolio, Mary Pallante, Annina Pfund et Silvia Machado, acceptée par le Conseil municipal le 17 décembre 2008, intitulée: «Pour que Genève roule sans perdre la boule (dangers pour les cyclistes)!»**

*TEXTE DE LA MOTION*

Considérant:

- la nécessité pour la mobilité urbaine et la santé des habitant-e-s de promouvoir le vélo comme moyen de transport au quotidien;
- le réseau déjà étendu de pistes cyclables;
- le danger encouru par les usagers et usagères d'installations présentant soudain un passage mal conçu, arrêté abruptement et/ou dangereux;
- la large consultation ([www.points-noirs.ch](http://www.points-noirs.ch)) déjà mise en place par les associations Pro Vélo Genève et Roue libre, afin de recenser tous ces points problématiques du réseau cyclable,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif de travailler rapidement, et en partenariat avec les associations concernées, à la résolution des problèmes et points dangereux recensés concernant les pistes cyclables.

*RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF*

Depuis l'initiative pour le développement d'un réseau cyclable en ville de Genève, acceptée en 1989 par près de 80% des votants, l'administration municipale développe patiemment un réseau cyclable de qualité pour améliorer la sécurité et le confort des déplacements à vélo et promouvoir ce moyen de déplacement comme une solution de rechange crédible à la mobilité motorisée.

Aujourd'hui, plus de 80 km d'aménagements cyclables sont aménagés dans les rues de la ville et le réseau continue à se développer grâce aux moyens mis à disposition par le Conseil municipal, dans le cadre de plusieurs crédits votés depuis quelques années. Le dernier en date, la proposition PR-393: Proposition du Conseil administratif du 2 février 2005 en vue de l'ouverture d'un crédit de 3 350 000 francs destiné à la promotion du vélo (études, réalisation d'infrastructures, communication), a été accepté par le Conseil municipal le 17 mai 2006. L'examen de cette proposition en commission avait permis de définir précisément

les rues sur lesquelles des études ou des réalisations devaient être entreprises. En effet, la proposition PR-393 présentée par le précédent Conseil administratif a été entièrement reconstruite par le Conseil municipal, en vue de clarifier le processus de traitement des aménagements cyclables, notamment en différenciant la partie étude de la partie réalisation, cela afin d'offrir plus de transparence pour le Conseil municipal dans le processus décisionnel.

De ce fait, les services techniques ont un programme clair et précis pour les prochaines années qui laisse toutefois une petite marge de manœuvre pour des études ou des réalisations issues d'opportunités se présentant en cours d'exercice.

Pour information, la proposition PR-393 a déjà permis de réaliser 11 aménagements cyclables et 20 projets sont à l'étude; ils seront réalisés ces deux prochaines années.

Le Conseil administratif tient à relever que la mise au point des projets d'aménagements cyclables et en faveur de la mobilité douce se fait toujours au travers d'une consultation régulière des milieux associatifs concernés.

Aujourd'hui, le développement du réseau cyclable sur le territoire municipal occupe une personne à plein temps pour le suivi administratif et technique des dossiers qui sont développés par des mandataires extérieurs.

Les services techniques traitent les différents points problématiques du réseau pour dégager les priorités à mettre en œuvre dans le cadre du crédit mentionné plus haut. Toutefois, une analyse rapide de la carte des «points noirs» recensés par les associations de défense des intérêts des cyclistes montre que les principales zones de dysfonctionnement se trouvent sur le réseau principal défini selon la hiérarchie du réseau routier par le Conseil d'Etat le 18 avril 2005. Les services municipaux travaillent déjà à l'amélioration des parcours cyclables le long de ces axes sur lesquels, malheureusement, les marges de manœuvre de notre municipalité sont limitées compte tenu des contraintes imposées par le cadre légal récemment adopté par le Grand Conseil et que la Direction générale de la mobilité, compétente en matière de circulation, nous contraint d'appliquer.

Notre Conseil intervient régulièrement auprès du Conseil d'Etat pour qu'il soutienne ces propositions. Malheureusement, celui-ci n'entre pas en matière sur les demandes de notre commune, alors même que les problèmes environnementaux liés à la pollution due au trafic automobile ne se résorbent pas, et qu'une politique claire en matière de mobilité plus responsable s'impose aujourd'hui.

D'autre part, certains aménagements nécessaires pour assurer la sécurité des cyclistes sont tributaires d'autres projets ne permettant pas une intervention rapide.

Le Conseil administratif poursuivra son action de soutien à la mobilité douce sans relâche, jusqu'à l'achèvement d'un réseau cyclable sûr et de qualité.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:  
*Jacques Moret*

Le conseiller administratif:  
*Rémy Pagani*

Le 22 avril 2009.